

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Henry MILNER, *Politics in the New Quebec*

par Vincent Lemieux

Recherches sociographiques, vol. 19, n° 2, 1978, p. 282-283.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/055795ar>

DOI: 10.7202/055795ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Association des économistes québécois, *Économie et indépendance*, Montréal, Les Éditions Quinze, 1978, 331p. (« Économie et développement ».)

Ce livre collige des textes présentés au dernier congrès des économistes tenu en avril 1977. Si nous excluons les deux communications de Bernard Landry et d'André Raynauld qui présentent le débat sous l'angle politique, tous les autres textes traitent de l'indépendance du Québec sous la dimension strictement économique, toutes choses étant égales par ailleurs. Plus spécifiquement, les auteurs abordent les incidences macro-économiques de la souveraineté du Québec par le biais de la politique de stabilisation, de la politique commerciale, de la monnaie et des conséquences sur l'économie canadienne. Tous les économistes, sans exception, arrivent à la conclusion que les performances relatives d'un Québec souverain ne pourraient guère dépasser celles attribuées présentement au gouvernement fédéral. On découvre très rapidement les contraintes inhérentes à une économie de faible taille relative comme le Québec. Sur le plan des politiques stabilisatrices par exemple, l'interdépendance nord-américaine constitue un obstacle très sérieux, sinon majeur, à l'efficacité de politiques contra-cycliques québécoises. Le même raisonnement est de rigueur pour la politique commerciale puisque les termes de l'échange sont fixes et que la mobilité des capitaux est très forte. Quant à la monnaie, on fait remarquer que les bénéfices de la création d'une monnaie québécoise s'avèrent extrêmement douteux en regard de l'arrangement institutionnel existant. Sur le dernier thème traité, en l'occurrence l'impact de l'indépendance du Québec sur l'économie canadienne, les divers auteurs jettent des jalons qui relèvent autant du sens commun, de la prospective que de l'imagination.

En guise de remarques finales, il conviendrait de faire quelques observations. Tout d'abord, les divers auteurs recensés emploient un arsenal d'instruments qui ne sont pas faits pour analyser le problème fondamental, à savoir le coût d'être francophone en Amérique du Nord. D'où l'impression pour le lecteur que l'utilisation de ces concepts macro-économiques semble dénuée de tout sens et qu'ils constituent un voile cachant la réalité plutôt qu'interprétant le vécu. La deuxième observation est de portée méthodologique. L'économique se distingue de toute autre science sociale, non par son objet d'analyse, mais plutôt par son approche, en l'occurrence l'individualisme méthodologique. Toutes les sciences sociales, quelles qu'elles soient, analysent les comportements humains dans leur globalité et non dans leur dimension strictement disciplinaire. Or, les divers textes recensés ne se préoccupent que des aspects macro-économiques du comportement des individus qui constituent une société. Par conséquent, si cet ensemble de communications représente la seule contribution des économistes au débat actuel, il faut déclarer, sans hésiter, qu'elle est de valeur marginale et négligeable. Si la réalité, de plus en plus complexe, est constituée d'une mosaïque de dimensions, pourquoi faudrait-il privilégier l'économique plutôt que les sciences occultes?

Michel BOUCHER

*École nationale d'administration publique,
Université du Québec.*

Henry MILNER, *Politics in the New Quebec*, Toronto, McClelland and Stewart, 1978, 257p.

Le lecteur un peu spécialisé dans l'étude du Québec apprendra peu en lisant cet ouvrage. Par contre il n'aura pas souvent l'occasion de prendre l'auteur en faute. Milner connaît bien le Québec et sa documentation est variée. Ces qualités rendent le livre utile pour le lecteur anglophone qui cherche à se faire une idée rapide et complète des développements récents de la politique au Québec.

Les sept premiers chapitres ne surprennent guère. Il y est question successivement de l'évolution de la conscience nationale, de l'économie et des classes sociales, de l'État du Québec, de la nouvelle classe moyenne, de la droite, du Parti libéral et du Parti québécois. Les trois derniers chapitres sont plus originaux. Ils portent sur les syndicats et la politique, sur la gauche extraparlémentaire et sur les nouvelles formes d'action politique à Montréal. L'auteur, qui est un militant bien connu du R.C.M. (Rassemblement des citoyens de Montréal), a écrit sur ce parti et plus généralement sur la politique à Montréal quelques bonnes pages, qui sont certainement parmi les plus originales du livre.

L'ouvrage est davantage descriptif qu'explicatif, malgré le parti pris de l'auteur de pratiquer une analyse critique, d'inspiration marxiste, qui est mise en opposition avec l'analyse qui se voudrait objective, centrée sur le consensus plutôt que sur le conflit, et qui constituerait le courant dominant de la science politique.

Est-ce bien certain que ce bonhomme de paille, opposé à l'analyse marxiste, constitue encore un courant dominant? Cela est affaire de milieux. Dans les cegeps, où enseigne l'auteur, et plus généralement chez les professeurs de science politique du Québec, l'analyse marxiste est certainement aussi dominante que l'un ou l'autre de ses contraires ou opposés. Quoiqu'il en soit, ce débat est plutôt oiseux. Le peu d'originalité des analyses récentes sur le Québec, qu'elles soient d'inspiration marxiste ou non, indique qu'il serait temps d'essayer d'autres modèles. L'ouvrage de Milner, solide et dénué de fanatisme, mène à cette interrogation.

En un temps où fleurissent les sigles et les étendards flamboyants, qui créera la SPENMESS (Société pour l'essai de nouveaux modèles en sciences sociales)?

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*

Mario CARDINAL, Florian SAUVAGEAU et Vincent LEMIEUX, *Si l'Union nationale m'était contée...*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1978, 350p.

Ce sont des membres, des adversaires politiques, des observateurs de l'Union nationale d'hier et d'aujourd'hui qui l'ont racontée aux journalistes Cardinal et Sauvageau, dans le cadre d'une série de quatorze émissions radiophoniques, diffusées par Radio-Canada durant l'été 1976. Ils ont tenté, avec le concours du politologue Vincent Lemieux, de reconstituer, à l'aide des témoignages recueillis, les principales étapes des quarante ans d'histoire de l'U.N. Ce livre est la version écrite de leur entreprise parlée.

Pour l'U.N., qui avait connu une stabilité à toute épreuve sous la conduite de Duplessis, la période qui va de 1960 à nos jours est mouvementée et faite de rebondissements. C'est cette histoire en deux temps qu'ont voulu connaître Cardinal et Sauvageau à travers l'analyse qu'en font ceux qui, comme Noël Dorion, Jos-D. Bégin, Antoine Rivard, Maurice Bellemare, Jean-Noël Tremblay, Auréa Cloutier, etc., l'ont vécue de l'intérieur ou d'autres qui, comme Jean Lesage, Georges-Émile Lapalme, Georges Marler, René Lévesque, Jean-Louis Gagnon, Gérard Fillion, le père Georges-Henri Lévesque, etc., furent, chacun à leur façon, des adversaires politiques de l'U.N. Leurs témoignages sont présentés selon une problématique bien établie qui donne à leur ensemble une bonne cohérence. Après avoir porté sur l'histoire et les chefs du parti, les interviews abordent les thèmes de l'organisation du parti (personnel politique, caisse électorale, patronage) et des relations de l'U.N. avec l'Église, les forces d'opposition et les autres partis